



L'action continue...

Ce jeudi 24 février 2022, au nom de l'intersyndicale « **UFAP UNSa Justice, CGT pénitentiaire, SPS** », les trois Secrétaires généraux sont allés à la rencontre de la Conseillère Justice du Président de la République, de la Conseillère Justice du Premier Ministre, de la Conseillère sociale du garde des Sceaux ainsi qu'à la rencontre du DAP pour leur remettre en mains propres les **13 829 signatures** (collectées en 5 jours !) de la pétition engagée afin **d'exiger le retrait du projet et l'ouverture d'une vraie négociation pour :**

- **Un déroulé de carrière en 19 ans dans la grille fusionnée de Surveillant et Brigadier ;**
- **Un indice sommital bien supérieur à l'indice 502 ;**
- **La bonification d'une année d'ancienneté, comme pour tous les agents de catégorie C de la F.P ;**
- **La fusion des grilles de Premier Surveillant et Major...**

Une nouvelle fois nous avons martelé auprès de nos interlocuteurs, le peu d'attractivité de cette fusion, ses incohérences, le rallongement de la carrière pour les Surveillant(e)s, l'abandon des 1^{er} Surveillant(e)s / Majors, sans oublier l'absence de bonification d'une année d'ancienneté pourtant acquise pour l'ensemble des Fonctionnaires de catégorie C.

Lors de ces quatre rencontres, nous retiendrons notre entretien avec les services du Premier Ministre. Visiblement, la Chancellerie n'aurait pas été aussi transparente que cela, tant sur le fond que sur la forme de ce dossier. L'intersyndicale aura été très claire sur ses intentions et la suite à donner à cette réforme en trompe l'œil, car à ce stade, le compte n'y est pas pour les Personnels du CEA !

Paris, le 24 février 2022

